

DISCOURS DE CHRISTOPHE FERRARI VŒUX AUX PERSONNALITÉS

Président de Grenoble Alpes Métropole

Jeudi 25 janvier 2024 - 19 h - MC2, Maison de la Culture de Grenoble

Madame la Sous-Préfète représentant Monsieur le Préfet,
Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Mesdames et Messieurs les présidents d'intercommunalité,
Mesdames et Messieurs les maires,
Mesdames et Messieurs les représentants des autorités civiles et militaires,
Mesdames et Messieurs les représentants des autorités administratives et judiciaires,
Mesdames et Messieurs les conseillers régionaux et départementaux,
Madame la Rectrice d'Académie,
Monsieur le Président de l'Université, Mesdames et Messieurs les directeurs des grandes écoles et établissements de recherches,
Messieurs les représentants des cultes,
Mesdames et Messieurs les représentants des chambres consulaires,
Mesdames et Messieurs les élus de l'exécutif métropolitain,
Mesdames et Messieurs les élus,
Mesdames, Messieurs,
Chers amis,

Bienvenue à la MC2, c'est un grand plaisir de vous accueillir ici, au sein de la Maison de la culture inaugurée par André Malraux en 1968, une scène nationale, un équipement métropolitain désormais. Et je remercie évidemment Laetitia RABIH, sa Présidente, Arnaud MEUNIER, son directeur, et toutes les équipes de ce lieu merveilleux, pour leur accueil et la mise à disposition du site.

Un lieu d'art et de culture, d'émotions, une Maison des Lumières, qui participe à éclairer nos esprits, à nous élever, à nous transporter, à nous interroger, à porter un regard sensible et en même temps critique sur le monde.

Un lieu de plaisir, d'évasion et de découvertes, de liberté, dont je me réjouis de l'existence et de son ouverture avérée et grandissante à tous les publics, en cohérence avec ce que lui demande la Métropole : être un lieu de diversité et de richesse artistique, ouvert à tous et qui s'ouvre à tous.

Une philosophie que la Métropole s'applique bien sûr à elle-même, notamment au travers des 10 jours de la culture qu'elle a lancés pour dynamiser, encourager et multiplier l'éclosion d'initiatives artistiques et culturelles sur toutes les communes du territoire, les plus petites notamment. Et les résultats après toutes ces années de mobilisation collective sont là, notamment à la MC2 fréquentée par 83 000 spectateurs en 2023, 20 % de plus que l'année précédente.

Nous avons besoin de tels lieux, j'y suis attaché, l'exécutif métropolitain et plus largement les élus métropolitains y sont attachés. En témoigne le soutien crois-

sant de la Métropole à la MC2, avec une augmentation de nos financements de près de 1,5 million d'euros en 2024, de 33 % depuis 2020. Une tendance que l'on retrouve dans les mêmes proportions s'agissant de l'engagement plus global de la Métropole en faveur de l'art et la culture, que ce soit aux associations, aux projets ou aux équipements culturels. Le Centre Chorégraphique National de Grenoble, l'Hexagone, l'École Supérieure d'Art et de Design, la Casemate et enfin Cosmocité bénéficieront d'ailleurs d'une augmentation de 5 % des crédits métropolitains en 2024.

Parce que la culture nous émeut, parce que l'art nous emporte, parce que la science nous fait comprendre le monde qui nous entoure, conditions impérieuses pour mieux l'apprécier et le protéger, la Métropole en fait des priorités.

La place que nous leur donnons relève d'un enjeu citoyen tant ils sont indissociables de la démocratie. Mais aussi de la République et de ses valeurs, ses piliers. La liberté, l'égalité, la fraternité, avec lesquelles on ne peut transiger, on ne doit pas transiger. La culture, l'art, et la science contribuent à leur vitalité.

Solidité des faits d'un côté, puissance des émotions de l'autre : la science et la culture sont et doivent rester des lumières incomparables. Des compagnons de route sans pareil pour aider à comprendre le passé, vivre le présent, réfléchir et préparer l'avenir.

C'est le sens de Cosmocité notamment, située dans un quartier populaire, et qui a démarré sur les chapeaux de roues avec 20 000 visiteurs en 2 mois après l'ouverture, dépassant largement nos estimations et je nous en félicite.

La culture, l'art et la science sont des lumières indispensables dans un monde bien souvent obscur et qu'il nous faut réenchanter.

Dans un climat de guerres, face à la montée des radicalités, des idées nauséabondes, du repli sur soi - et en la matière, la Loi immigration coche toutes ces cases, j'y reviendrai -,

face à un bilan environnemental qui s'alourdit année après année à l'échelle internationale,

face à la perte de sens et au sentiment que l'avenir est bouché pour beaucoup de nos concitoyens, à commencer par nos jeunes,

face à l'inflation et l'envolée des prix de l'énergie qui amputent gravement le portefeuille des ménages, mais aussi des associations, des acteurs publics comme privés, il nous faut apporter des réponses fortes, collectives, chacun dans nos fonctions. Qu'elles soient électives ou professionnelles. Dans notre rôle de citoyen également.

Il nous faut des réponses et des solutions fortes pour faire honneur aux valeurs des Lumières et de notre République. Il nous faut des réponses et des solutions fortes pour que cessent de s'accroître les inégalités et les injustices. Pour qu'elles ne soient pas légitimées par la loi. Pour donner de l'espoir, des perspectives, un avenir et favoriser le bien vivre et le vivre ensemble.

C'est le sens de mon engagement et de celui de la majorité que j'anime et conduit, c'est celui qui anime les agents des services publics métropolitains que je tiens à saluer et remercier chaleureusement, toutes et tous.

L'année métropolitaine 2023 s'est bien sûr, une fois de plus, inscrite dans cette philosophie.

Avec des résultats à la clef, à commencer par une économie florissante soutenue par des investissements record de la Métropole cette année, une économie florissante que l'on facilite et accompagne pour que sa prospérité bénéficie à toutes et tous, au service du bien commun.

Localement, le taux de chômage est le plus bas depuis 40 ans. L'un des plus bas de France.

Nous sommes la Métropole industrielle la plus dynamique de France, avec des postes très qualifiés, un secteur très créateur d'emplois depuis 2016, au sein duquel on retrouve un salaire net des ouvriers le plus élevé de tout l'Hexagone. 6 000 emplois y ont été créés en trois ans, ce qui nous ramène aujourd'hui à des niveaux d'emploi dans l'industrie identiques à ceux que nous connaissions avant la crise de 2008. Ce dynamisme, qui s'accélère depuis 3 ans, concerne aussi bien les grands groupes que les PME industrielles.

Il est le résultat du pari que nos prédécesseurs et que nous avons fait plus tôt que les autres, celui d'être volontaristes en matière de réindustrialisation. Et nous continuerons de l'être !

Car ce tissu apporte une résilience plus forte qu'ailleurs : nos entreprises sont plus matures que la moyenne sur d'autres métropoles, avec une meilleure assise financière et davantage de capacités d'investissement.

Nous sommes aussi à la première place, après la région parisienne, pour le dynamisme de nos start-up, créatrices de plus de 6 000 emplois en 10 ans, fruit d'un écosystème local et de liens étroits entre universités, entreprises, laboratoires de recherche et collectivités locales. Un écosystème que beaucoup nous envient et surtout qui attire, qui rayonne à l'international.

Ici, 180 nationalités sont implantées, et 17 % de nos 65 000 étudiants sont internationaux.

C'est ça le territoire métropolitain, un territoire d'accueil, hospitalier, qui contribue très largement à son dynamisme. Qui contribue au fait que nous figurons dans le Top 5 des écosystèmes les plus innovants au monde, selon le magazine américain Forbes.

C'est ça, la force du territoire métropolitain, c'est une diversité économique, force de notre territoire, que nos territoires plus largement, le Voironnais, le Grésivaudan, main dans la main avec la Métropole au travers de l'Agence Grenoble Alpes, tâchons de conforter.

Et ça marche. L'année 2023 est une année record avec plus d'un milliard d'euros levés par les start-up du territoire, 4ème territoire d'Europe pour de tels niveaux atteints.

L'année 2023, c'est aussi une université classée dans le Top 150 mondial, avec de nombreuses distinctions, notamment pour ses chercheurs dont nous connaissons le talent.

Enfin, dernier signe positif, celui du tourisme, puisque l'année a été marquée par 200 000 nuitées supplémentaires sur le territoire.

Soyons humbles, mais soyons fiers de ces résultats. J'en suis fier. Ils restent trop peu connus, alors qu'ils sont une réussite collective, un succès à poursuivre et nous y prendrons naturellement toute notre part. Je laisse aux esprits chagrins et politiciens, les deux pouvant se cumuler, le soin de nous expliquer que la

Métropole n'y est pour rien dans cette trajectoire, et l'inverse, évidemment, lorsque la situation se dégrade ou est moins florissante.

Permettez-moi de citer quelques exemples des initiatives métropolitaines ayant contribué à ces résultats ô combien positifs, quelques perspectives également pour 2024, illustrant toute l'attention que nous portons à l'Université grenobloise et à la recherche, ainsi qu'une stratégie économique tournée vers la résilience et la bifurcation écologique. Où la Métropole a à cœur de faire ensemble, de faire vivre un dialogue constructif mais aussi exigeant lorsqu'il s'agit de conditions de travail et de vie, d'égalité femme-homme, de progrès social et d'enjeux environnementaux.

Plus de 26M€, c'est le montant que la Métropole a décidé de mobiliser jusqu'en 2027 pour soutenir l'enseignement supérieur sur notre territoire. C'est plus que la Région. Nous avons également lancé cette année un pack de bienvenue pour les étudiants en première année et pour les internationaux, leur permettant d'assister à des événements sportifs et culturels, des visites guidées, de découvrir la montagne et de visiter des entreprises sur le territoire.

Parce qu'il s'agit d'un enjeu stratégique, de souveraineté industrielle et énergétique, mais aussi de conditions de travail, de droits humains, par exemple pour les Ouighours en Chine - il serait pour le moins cynique et lâche, téléphone à la main, de fermer les yeux sur de tels enjeux - nous avons également renouvelé notre soutien à la filière microélectronique par un soutien de 3,6M€.

Ce soutien, à destination des PME, apporté non sans exigence sociale et sociétale, est fléché exclusivement sur des projets en faveur des énergies renouvelables, de la mobilité électrique, de la recyclabilité des puces, ou encore pour des solutions améliorant le quotidien des personnes diabétiques.

Il est important que les institutions accompagnent ce chemin, et nous l'avons fait, entraînant notamment l'Etat avec nous.

En 2023, nous avons également fait l'acquisition de 30 000m² de terrains et de bâtis à Eybens pour faire émerger et accueillir des projets économiques stratégiques pour le territoire et qui s'intégreront pleinement dans le projet GrandAlpe.

Nous avons accueilli les premières entreprises sur l'ancien site des Papèteries à Pont-de-Claix, Verkor à Grenoble, HRS à Champagnier et je vous annonce, en forme de teasing, une pépite stratégique sur Saint-Martin d'Hères pour 2024 que nous officialiserons prochainement avec le Maire.

Nous avons également réhabilité l'hôtel d'entreprise métropolitain des Peupliers, sur le secteur de la Villeneuve – Village Olympique, pour favoriser l'accueil de nouvelles entreprises, de nouveaux artisans, avec des espaces communs.

Nous l'avons fait avec conviction et énergie, avec l'aide et le travail d'habitants éloignés de l'emploi, issus du quartier, car il ne peut y avoir de communes, de quartiers, ou d'habitants laissés pour compte.

Nous l'avons fait, avec conviction et énergie, dans un contexte où les besoins en foncier économique sont toujours croissants et importants, où l'offre publique comme privée demeurent très faibles. Dans un contexte où il nous faut ainsi, encore plus qu'aujourd'hui, privilégier la rénovation, la densification, la hauteur, la verticalité, pour la construction de logements et de locaux économiques, au regard de l'objectif du « Zéro Artificialisation Nette ».

Chaque année, la France artificialise la superficie d'une demi Métropole grenobloise. Nous ne pouvons pas fermer les yeux sur cette réalité qui ampute et dévore nos terres agricoles et nos espaces naturels.

Parce qu'ils ont tout notre soutien, parce qu'ils participent à la vitalité de nos centres-villes, de nos centres-bourg, à la vie de nos quartiers, nous sommes venus en aide à 170 commerçants au travers d'un soutien de plus d'un million d'euros pour améliorer leur boutique, leur outil de travail, ou encore, par solidarité, en urgence, à la suite des pillages et des saccages qui nous ont toutes et tous choqués.

J'en profite à cet égard pour saluer les forces de police, de gendarmerie, nos pompiers, nos éducateurs spécialisés sur le terrain, et la Justice, qui ont été en premières lignes durant cette période.

Nous avons également poursuivi la reconquête de commerces vacants par le développement de notre foncière commerciale qui a commencé à racheter des locaux vides, vieillissants, cinq pour l'instant, pour les rénover, les louer à bas coût, puis les remettre sur le marché en encourageant le commerce de proximité et la diversité commerciale. Une librairie a ainsi ouvert ses portes à Vizille par exemple, un beau symbole pour une année placée sous les lumières de la culture et de la science !

Nous avons soutenu plus de 40 projets d'économie sociale et solidaire, et ce budget sera renforcé de 10 % en 2024.

Nous avons lancé le réseau des entreprises de l'économie circulaire et ouvert le Pôle R, situé sur des anciens bâtiments de Schneider Electric, où nous avons conçu, avec le soutien de l'Etat, de l'ADEME et de la Région, un objet industriel de la réparation, du réemploi, de la seconde vie, de la chasse au gaspillage. 80 personnes y travaillent déjà. Il comptera cette année 60 salariés en insertion et une trentaines d'entreprises d'ici 2026, porté par une dynamique territoriale absolument extraordinaire.

Une dynamique en faveur d'une économie plus locale, plus sobre, plus saine, plus humaine, qui a du sens. Une économie, qui soulage le portefeuille des citoyens, des associations, des acteurs publics comme privés.

Cet enjeu de pouvoir d'achat et de capacité à agir, il est majeur, il est de plus en plus prégnant avec une inflation qui dure, qui atteint 20 % sur l'alimentation en deux ans, des taux d'intérêt et des prix de l'énergie qui ont explosé, et des capacités à emprunter, a fortiori à devenir primo-accédant, réservées à quelques-uns.

Les impayés de loyers et de factures grimpent, tout comme le taux de pauvreté. Joindre les deux bouts devient de plus en plus complexe et relève de l'impossible pour beaucoup de nos concitoyens, contraints de rogner sur des besoins vitaux. Les inégalités se creusent. L'INSEE l'indique, les associations et les acteurs de la solidarité le constatent chaque jour. Nous avons sur ce territoire, des poches de pauvreté avec des taux de chômage qui atteignent 20 ou 30 % et des personnes durablement éloignées de l'emploi. Et derrière ces réalités, c'est la cohésion sociale et territoriale qui est menacée et affaiblie.

Ces réalités, la Métropole les prend à bras le corps.

- Par l'accompagnement en 2023, de 3 500 demandeurs d'emploi, 60 % d'entre eux ayant trouvé un emploi durable grâce à l'accompagnement délivré.
- via nos missions locales, par le fonds d'aide aux jeunes en difficultés proposé par la Métropole pour leur permettre d'accéder aux soins, à un logement, à une formation.
- Par l'encadrement des loyers pour lequel nous avons obtenu l'accord du Gouvernement, que je remercie, et qui permettra de limiter les hausses de loyer et les abus potentiels en la matière, sur tout ou partie d'une vingtaine de communes. Il sera mis en place cette année.
- Ces réalités, nous les prenons à bras le corps également par la tarification sociale de l'eau que nous avons été parmi les premiers à mettre en œuvre en France, que nous avons étendue, et qui bénéficie aujourd'hui à 20 000 foyers.
- Par l'extension de la tarification solidaire dans les transports en commun de l'agglomération grenobloise, à laquelle 130 000 habitants sont désormais éligibles, soit 18 000 de plus avec cette réforme tarifaire qui privilégie une tarification au revenu.
- Ces réalités, nous les prenons à bras le corps par le coup de pouce supplémentaire que nous donnerons cette année aux initiatives visant à lutter contre la précarité alimentaire.
- Mais aussi par la signature, demain du Pacte des Solidarités et du Contrat de Ville avec l'État, hier du renouvellement d'un partenariat salubre, avec l'État également, en faveur de l'accueil et de l'intégration des réfugiés. C'est ce partenariat qui a permis, dans sa première édition entre 2019 et 2022, de faciliter pour plus de 1 000 réfugiés, l'accès au droit, à la santé, à l'apprentissage du français, à la formation, l'emploi et au logement.

Et nous en sommes fiers, parce qu'il s'agit là d'un engagement solidaire, incarnant une Métropole hospitalière.

Je le redis ici, nous ne serions pas là où nous sommes si nous n'avions pas connu des vagues successives d'immigration venues du monde entier s'arrêter ici, temporairement ou plus longuement pour reconstruire une vie. C'était des Espagnols hier, des Portugais, Chiliens, Marocains, Algériens, des Italiens comme mon père, chassé et fuyant l'Italie fasciste de Mussolini et qui travailla comme bien d'autres dans les mines du pays de la Mûre. Ce sont aujourd'hui des Tchétchènes, des Ivoiriens, des Albanais, Mauritanien, Ethiopiens, Ukrainiens. Nous les avons accueillis hier, nous les accueillons aujourd'hui, et nous les accueillerons demain.

Solidaire et hospitalière, c'est l'histoire de la Métropole.

Je le dis souvent, la première des solidarités, c'est d'avoir un toit. « Quand il n'y a plus de toit, il n'y a plus de droit » disait l'Abbé Pierre. Le 1er février 1954, il y a donc 70 ans quasiment jour pour jour, l'Abbé Pierre lançait son appel. Il pourrait recommencer aujourd'hui. À l'heure où je parle, des familles s'appêtent à coucher leurs enfants dans le réduit glacé de pauvres toiles de tentes. Demain matin il faudra tout de même les emmener à l'école. Et le soir venu, les ramener

dans ce triste foyer.

Il y a aussi tous les autres que vous connaissez, que nous connaissons parmi nos proches et nos amis. Toutes celles et ceux qui ne peuvent plus faire face à leur loyer, leurs factures, leurs emprunts. Ce sont d'ailleurs très majoritairement des familles monoparentales, pour l'essentiel des femmes seules avec leurs enfants. Qui restent dans l'attente de l'attribution d'un logement social.

Des personnes qui ont reçu au moins 3 réponses du Gouvernement sur ce nouveau quinquennat :

- un portefeuille ministériel vacant à deux reprises, oublié, non priorisé, qu'il soit occupé ou vacant d'ailleurs ;
- la poursuite d'une ponction drastique des bailleurs sociaux conduisant à leur étranglement et de fait au tassement, à la décélération de la production de logement social ;
- la troisième réponse, c'est le détricotage de la loi SRU qui vient réduire sur notre territoire les obligations des Maires, et in fine les incitations à produire du logement social, avec des changements d'objectifs potentiels tous les 3 ans pour les communes.

Bref la promesse d'un horizon encore plus instable pour un secteur en souffrance.

Dans ce contexte, comment s'étonner que la production nationale de logement social ne cesse de s'écrouler depuis 2017, passant de 105 000 logements par an à 80 000 environ, soit une perte de 25 % ? Cet écart de 25 %, c'est exactement l'écart que nous constatons localement sur la même période entre les objectifs que nous nous étions fixés – 1 000 logements par an - et ceux réalisés : 750 réalisés.

Je ne vous cache pas mon inquiétude, nos incertitudes à l'heure où nous bâtissons notre nouveau programme local de l'habitat. À l'heure où, qu'on se le dise, plus nous nous rapprochons des élections locales, plus la tentation peut être grande de regarder ailleurs pour des élus locaux dont l'acte de construire, est plus critiqué que réhabilité. Pour ma part, dans ma commune, à la Métropole, comme dans mes nouvelles fonctions de Vice-Président au logement social et à la rénovation urbaine à Intercommunalité de France, c'est et ce sera toujours droit devant sur la question du logement et sur la nécessité d'offrir un parcours résidentiel aux habitants en fonction des étapes de la vie. J'invite l'ensemble des Maires, mais également l'Établissement Public Foncier Local, à être au rendez-vous.

Nous nous devons d'être bâtisseurs, oui. Et nous nous devons d'être encore davantage des Maires et des élus rénovateurs, quand bien même notre programme métropolitain MurMur, éventuellement complété d'aides communales et nationales, a permis d'accompagner plus de 10 000 logements collectifs entre 2017 et 2022, d'en rénover plus de 7 000. Il reste encore de nombreux défis à relever. Et permettez-moi à ce propos de saluer les équipes de SOLIHA et de l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat, bras droits de la Métropole, qui font un travail d'orfèvre, neutre, gratuit et indépendant pour conseiller les habitants dans leur projet de rénovation.

À cet égard, je déplore, je le dis avec gravité, la libéralisation et la mercantilisation de ce secteur d'activité. Cette mise en concurrence avec le secteur privé est rendue obligatoire à compter de cette année par des orientations nationales dont j'aurais espéré qu'elles protègent et renforcent ce qui fonctionne, ce qui est reconnu, ce qui est précieux et s'attellent à des enjeux majeurs, notamment au besoin de redonner de l'attractivité aux métiers du bâtiment. Car il y a un mur durable d'investissement et de rénovation devant nous.

Sans suffisamment d'artisans et d'entreprises, sans des formations de qualité et remplies, nous ne parviendrons pas à accélérer la transition énergétique.

Changer de braquet pour l'acquisition de logements dans l'existant, les améliorer et les transformer en logement social, c'est également l'une des ambitions fortes de notre prochain Programme Local de l'Habitat, y compris au regard des enjeux de mixité sociale et territoriale dans la production de logement social. Et nous le ferons, en lien avec Un Toit pour Tous notamment.

Pour répondre à toutes ces ambitions sur l'habitat et le logement, la Métropole se donnera les moyens, avec une stratégie foncière, notamment pour maîtriser le prix du foncier, à fortiori dans le contexte du ZAN qui pourrait prêter à davantage de dérives spéculatives.

Mais aussi avec 10M€ supplémentaires chaque année jusqu'en 2030, soit près de 25M€ par an, pour faciliter la rénovation et la construction de logements, notamment sociaux.

Pour aider aussi son bailleur métropolitain, Actis et les bailleurs plus largement. D'ailleurs, je ne trahirai pas un secret en vous indiquant que le nombre d'outils métropolitains en matière de logement a vocation à s'épaissir afin que le territoire dispose davantage des moyens de ses ambitions, en matière de logement social, de rénovation, comme d'accession libre. Qu'il continue de pouvoir être un territoire d'accueil, d'hospitalité, deux qualités qui ont fait l'histoire de ce territoire, son dynamisme, sa richesse.

Pour qu'il le demeure, nous continuerons aussi, résolument, sans transiger, à porter des politiques publiques favorables au climat, au vivant, à la qualité de l'air et donc à notre santé, mais aussi au pouvoir d'achat.

C'est l'écologie des solutions, l'écologie populaire, qui facilite la vie et le changement, la cohésion sociale et territoriale, qui écoute, soutient et accompagne. C'est celle qui m'intéresse et celle pour laquelle la Métropole, chaque jour est engagée. Demain encore davantage, pour faciliter un élan massif, un horizon collectif pour lequel j'ai conviction, énergie et espoir, tout particulièrement dans ce territoire où nous nous retrouvons les manches ensemble, où vous êtes nombreuses et nombreux à contribuer à bâtir ce chemin désirable, conjuguant transition écologique et justice sociale.

La transition est nécessaire, indispensable mais elle ne se décrète pas, elle s'accompagne. Au risque sinon de rester un objet réservé à quelques-uns voire un fardeau pour de nombreux concitoyens et une entrave parfois même à la liberté et à la démocratie. La Convention citoyenne métropolitaine pour le climat l'avait d'ailleurs souligné et je salue à nouveau la qualité de leur travail, leur implication, qui se poursuit aujourd'hui, à nos côtés.

La transition ne se décrète pas, elle suppose du soutien, des solutions. Et les habitants, les acteurs locaux, en auront encore davantage en 2024 de la part de la Métropole. En voici quelques exemples.

- Si 10 km supplémentaires de Chronovélos et de voies vertes ont été réalisées en 2023, nous ne lèverons pas le pied en 2024, confortés par les usagers qui se déclarent satisfaits à 95 % et dont 70 % indiquent que notre réseau cyclable a contribué à ce qu'ils enfourchent désormais leur vélo en abandonnant, pour tout ou partie, leur voiture. Confortés également par les bons résultats que nous enregistrons puisque la pratique cyclable a bondi de plus de 50 % depuis 2019, la location de vélo suivant le même chemin avec une hausse de plus de 30 %.

En 2023, cinq compteurs ont dépassé le million de passage de vélos ! Pour poursuivre cette tendance, de nouveaux kilomètres de pistes cyclables sécurisées verront le jour cette année à Fontaine, à Pont-de-Claix, à Grenoble, mais aussi avec les premiers travaux de la Chronovélo circulaire demandée par les Citoyens de notre Convention pour le climat, à Eybens, à Poizat. Avec le lancement aussi des premiers aménagements de sécurisation cyclable de la Combe de Gières.

- L'année 2024 sera également marquée par la plantation de près de 1 500 arbres, soit le double de l'an passé, contribuant à la lutte contre les îlots de chaleur.
- Nous investirons massivement - plus de 10 millions d'euros - pour garantir une eau de qualité et sécuriser l'alimentation en eau potable des communes de Saint-Egrève, du Fontanil-Cornillon, de Saint-Georges et Notre-Dame-de-Commiers, mais aussi du Voironnais et du Grésivaudan.
- Nous sommes et serons également aux côtés des agriculteurs et des filières locales de l'alimentation. Un combat pour une alimentation de qualité et une agriculture locale, justement rémunératrice de ses paysans, un combat mené avec l'ensemble de nos partenaires, des territoires voisins, du Conseil départemental.
- L'année 2024 verra aussi, pour la seconde année consécutive, la mise à disposition d'une enveloppe de 2M€ pour financer les investissements des communes en faveur de la transition énergétique, 18 communes en ayant bénéficié en 2023 pour rénover leur crèche, leur école, leur éclairage public, ou encore acheter des véhicules fonctionnant au biogaz.
- Elle verra aussi l'ouverture des portes, dans quelques mois, de notre nouveau centre de tri et de son espace pédagogique, investissement en copropriété des territoires du Sud-Isère. Nous lancerons également cette année les travaux des nouvelles déchèteries à Varcès-Allières-et-Risset et de Jacquard à Grenoble, plus spacieuses, plus fonctionnelles, avec davantage de capacité et de facilité à réemployer, à trier.

Le tri, il s'agit là d'un geste quotidien que nous simplifions pour les citoyens depuis des années. Nous sommes d'ailleurs l'unique agglomération de cette taille à être autant en avance sur le tri des déchets alimentaires, avec des solutions proposées à l'ensemble des habitants, par de la collecte en porte à porte et des composteurs collectifs ou individuels que nous avons distribué gratuitement et en nombre, 25 000 en l'occurrence ! C'est l'écologie des solutions, de l'écologie populaire, qui écoute, soutient et accompagne.

- Par ailleurs, à défaut d'avoir été soutenues par le Gouvernement pour leurs travaux de rénovation thermique et énergétique, les TPE PME du territoire ont pu compter sur le soutien de la Métropole en 2023, un sou-

rien que nous allons encore renforcer en 2024 en élargissant nos aides aux associations désormais, et en portant, dans quelques semaines, ces aides jusqu'à 50 000 euros, soit une hausse de 33 %. Là aussi, il s'agit d'un engagement pris en réponse aux propositions de la Convention Citoyenne Métropolitaine pour le Climat. Là aussi, la Métropole se sent malheureusement bien seule parmi les partenaires publics pour soutenir nos TPE PME dans de tels travaux.

- Des travaux de rénovation de ce type que nous facilitons également pour les copropriétés dont près de 350 sont en cours d'accompagnement, correspondant à plus de 13 000 logements qui sont en passe de se lancer, illustrant à nouveau l'enjeu et la vague à venir. Avec dans le même temps, 300 chantiers en cours sur des maisons individuelles avec le soutien de la Métropole. Clairement, nous sommes sur une phase d'accélération, de massification, avec des rénovations plus lourdes. C'est le résultat de l'écologie des solutions, de l'écologie populaire, qui écoute, soutient et accompagne.
- L'année 2024 verra aussi la construction du réseau de chaleur de Meylan ainsi que la solarisation de plusieurs équipements métropolitains, permettant d'auto-consommer de l'électricité, notamment pour la patinoire de la Métropole, une patinoire qui est, je le redis, à disposition pour les Jeux Olympiques de 2030. À qui veut l'entendre, mon téléphone est toujours allumé.
- Ce seront également près de 120 bornes de recharge électrique qui seront installées sur l'espace public, en complément des 170 bornes publiques existantes. C'est une multiplication par 4 depuis le début du mandat.
- Une tarification environnementale, fonction du poids des véhicules, sera aussi instaurée dans les parkings en ouvrage de la Métropole. Il s'agit là d'une première en France, et d'une mesure qui s'inscrit en complément de toutes celles que nous avons mis en œuvre ces derniers mois, en lien avec le SMMAG, pour faciliter la bascule vers des mobilités durables grâce à des aides conséquentes, parmi les plus ambitieuses de France, si ce n'est les plus ambitieuses.
- On parle ici de 1 000 euros par an pendant trois ans pour l'achat d'abonnements TER, de transport en commun, de service d'autopartage, de location de vélos, en cas d'abandon de la voiture. 80 % des métropolitains sont éligibles à ces aides, car nous faisons le choix d'aider aussi la classe moyenne. On parle ici également d'aides de la Métropole et du SMMAG à l'achat de vélos – jusqu'à 1 500 euros – et de véhicules à faibles émissions pour les particuliers, les associations et les entreprises.
- Si nous avons fait beaucoup, que nous ferons encore davantage en 2024, il est des projets majeurs que le territoire ne peut réussir seul, même avec toute la bonne volonté locale. Il en est ainsi du RER de l'aire grenobloise dont une brique supplémentaire verra le jour en 2024 avec les travaux liés au déplacement de la halte ferroviaire de Pont-de-Claix. Mais un projet comme le RER, porté à l'unisson par les élus locaux du Sud-Isère et leurs parlementaires, les acteurs économiques, universitaires, de la recherche, culturels et sportifs, même s'il est bien identifié nationalement, il n'en

demeure pas moins, qu'il implique un engagement du Gouvernement à la hauteur des enjeux, dans la durée. Nous ne pouvons pas nous contenter des annonces gouvernementales qui prévoient chichement 50 millions d'euros en moyenne par RER dans l'immédiat. Une loi de programmation des investissements de l'État sur le ferroviaire, sur 10, 20 ou 30 ans est indispensable pour planifier et donner l'assurance et la visibilité nécessaires sur de tels projets, ici comme ailleurs.

- Un projet comme celui-ci suppose aussi une mobilisation de la Région, dont je regrette profondément l'absence alors qu'elle était à nos côtés quelques années en arrière pour le soutenir, politiquement comme financièrement. Alors que toutes les Régions s'engagent à hauteur de plusieurs centaines de millions dans des créations de RER et des modernisations de lignes, ce silence régional, soudain, est ici terrible pour ce projet de trait d'union entre les territoires urbains, périurbains, ruraux et de montagne.

On ne peut attendre de nous, collectivités locales, de payer la moitié ou les 2/3 d'un investissement à un milliard d'euros, quand 80 % de cet investissement repose sur la ligne Grenoble-Lyon et par la même Paris, une ligne malade, qui est en limite de capacité et voit 10 trains par semaine annulés, sans compter les retards.

J'en appelle, à nouveau, à un sursaut ferroviaire du Gouvernement, des parlementaires, de la Région. La France est le dernier pays de l'Europe en termes d'investissement de l'Etat pour les infrastructures ferroviaires avec 46€ par habitant, contre 607€ au Luxembourg, 450€ en Suisse, 346€ en Norvège, 319 en Autriche, 245 en Suède, 187 Outre-Manche, 171 en République Tchèque, 143 au Pays-Bas, 135 au Danemark, 126 en Belgique, 115 en Italie, 114 en Allemagne et 67 en Espagne. Ces chiffres se suffisent à eux-mêmes pour dresser constats et perspectives pour la France. Pour notre territoire.

Nous continuerons d'œuvrer inlassablement pour dessiner de telles perspectives.

Sur ce sujet comme sur d'autres, vous pouvez compter sur moi, sur la Métropole, et sur l'ensemble des membres de l'Exécutif, que je salue et remercie pour leur action au quotidien.

Je sais pouvoir compter sur vous qui êtes ici ce soir également.

C'est avec que nous construisons, et pas contre. C'est ensemble et dans le dialogue que nous réussissons et que nous réussirons, sans exclure. C'est en tout cas la conception de la Métropole, la mienne et elle perdurera en 2024.

À chacune, à chacun d'entre vous, je présente mes vœux de santé, de joie, de bonheur, d'enthousiasme et de réussite. Une année d'émotions, de plaisir, d'évasion et de découvertes, de liberté, telles que nous procurent la culture et la science !

Bonne année 2024 à toutes et tous !